

ATTAC Québec

Association québécoise pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

BULLETIN MAI 2003

« Manifester ? C'est un état d'esprit qui se construit et des actes qui sont en accord avec cet état d'esprit. Manifester c'est ne pas accepter l'idéologie dominante sans pour autant devenir des irresponsables, des casseurs. Manifester c'est également lutter pour des droits qu'il a fallu obtenir au prix de nombreux combats et qui maintenant risquent de disparaître par des accords internationaux signés sans l'approbation des citoyens ». Anti-G8.org »

DE GÊNES À ÉVIAN EN PASSANT PAR KANANASKIS, LE G8 A MAUVAISE RÉPUTATION

Par Frédéric Gaudreau

Le début du mois de juin marquera l'ouverture du G8 d'Évian où les huit pays les plus industrialisés de la planète se rencontreront pour discuter des questions internationales qui nous concernent tous. Du 1^{er} au 3 juin, des représentants de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Japon et de la Russie vont s'asseoir à une même table pour prendre des décisions qui auront des impacts importants sur des populations qui ne seront même pas représenté au cours de ce sommet. Les thèmes importants de cette rencontre sont la gouvernance mondiale, le NEPAD (Nouveau partenariat de développement pour l'Afrique), l'environnement ainsi que la question de la dette des pays emprunteurs sans oublier la question du terrorisme internationale qui est devenu incontournable dans les rencontres internationales.

En marge de la réunion des gouvernements, s'organise un mouvement de résistance qui

critique sévèrement ce regroupement des puissants tout en proposant des alternatives. Ce mouvement s'articule, entre autres, autour d'Attac-France. Le mouvement considère le G8 comme étant une organisation illégitime et non démocratique notamment à cause de l'absence de représentants des pays pauvres et de la société civile à la table de négociations. Les gouvernements en place n'ont pas reçu de mandat de la part de leur population respective pour pouvoir faire des choix qui vont avoir une incidence internationale. Les décisions prises à l'intérieur du G8 ont des répercussions globales parfois dommageables pour les populations les plus démunies car elles sont le résultat d'une préoccupation trop grande de la sphère économique comparativement aux facteurs humains, culturels et sociaux.

Pour démontrer le sérieux de leurs démarches, les membres d'Attac du monde entier, dont le président d'Attac-Québec

Robert Jasmin, vont se réunir lors d'un contre-sommet intitulé G-Monde afin de discuter de questions qui leur sont chères. Ce contre-sommet est constitué d'une multitude de tables de discussions sur des sujets divers (éducation, communication, environnement, ..., etc.). Outre ces échanges, de nombreuses activités sont organisées pour donner à tous la chance d'être écouté sur un sujet particulier (atelier pour transmettre de l'information, campagne de sensibilisation, manifestations, etc.). Comme à la fin de chaque rencontre internationale, le G-Monde se terminera par l'adoption d'une déclaration qui avisera les

gouvernements des critiques et des propositions des mouvements sociaux. Néanmoins, l'illégitimité du G8 pousse le mouvement Attac à demander la dissolution de cette organisation. Les décisions prises lors de ses réunions annuelles relèvent d'une organisation plus représentative comme l'ONU (si l'on se réfère au fonctionnement de l'Assemblée Générale et non au Conseil de sécurité). Les décisions seraient alors prises par l'ensemble des pays impliqués ce qui ne permettrait pas à quelques pays d'imposer leur vision sur l'ensemble de la planète comme c'est le cas actuellement.

Références :

Site officiel du G8 : <http://www.g8.fr/evian/index.html>

Site d'Attac-France sur le G8 : <http://www.attac.info/g8evian/>

Site de l'Université de Toronto sur le G8 : <http://www.g8.utoronto.ca/francais/home.html>

MOBILISATION QUEBECOISE CONTRE LA ZLEA

Par Pierre Avignon – ATTAC-Montréal

Comme nous vous l'annoncions dans notre dernier bulletin Cap Monde (coalition pour l'avenir des peuples du monde), coalition dont nous faisons partie, a mis en place un ensemble d'actions visant à faire échec aux négociations sur une Zone de Libre-Échange des Amériques (ZLÉA). Cette campagne politique qui va s'étendre sur plusieurs années se base sur les constatations suivantes :

La ZLEA, comme l'ALENA, traite moins de libre-échange que de protection des investisseurs en favorisant les intérêts de ceux-ci au détriment des droits humains;

La ZLEA augmenterait le nombre des entreprises étrangères qui pourraient poursuivre l'État chaque fois qu'elles estimeraient avoir perdu des profits potentiels;

La ZLEA diminuerait encore davantage le pouvoir des États au profit des corporations étrangères;

La ZLEA mettrait en péril le filet de sécurité sociale comme l'assurance chômage et l'aide sociale;

La ZLEA reléguerait le bien commun au rang de marchandise au seul profit des bien-nantis;

La ZLEA aurait pour effet de favoriser la privatisation des services publics dont la santé et l'éducation;

La ZLEA aurait pour effet d'accélérer la dégradation de l'environnement et d'aggraver ses effets sur les populations

Comme il est indispensable que chacun puisse faire entendre sa voix sur ce projet qui touche tous les domaines de nos vies, Cap Monde vous invite à participer à une consultation populaire et à signer (et faire signer) une pétition. Vous trouverez tous les documents nécessaires pour vous impliquer dans ces actions qui concernent tout le continent américain sur notre site internet (www.attac.org/quebec) et une rencontre d'information aura lieu les 13 et 14 juin au Centre St-Pierre Apôtre. (N'hésitez pas à nous contacter pour toutes informations ou pour vous aider à lancer la campagne dans votre milieu)

DES MEMBRES D'ATTAC-QUÉBEC, ATTAC-MAROC ET ATTAC-ESPAGNE IMPLIQUÉS DANS LA CRÉATION D'UN RÉSEAU DE SOLIDARITÉ

Par Odile Rochon en Espagne

Au mois de mai 2000 un projet est né au sein de l'Union Européenne: promouvoir la paix en rassemblant des Palestiniens, des Jordaniens et des Israéliens autour d'un projet de développement commun. Au cours des mois suivants le projet se concrétisa et s'élargit, englobant finalement 6 autres nations du bassin méditerranéen (Espagne, France, Italie, Algérie, Maroc et Tunisie). Des ONG de tous ces pays furent amenées à développer ensemble le réseau *Cuenca*.

L'idée originale, et les fonds destinés au projet, furent d'abord remis au CERAI (Centre International d'Études Rurales et Agricoles), qui à son tour contacta des organismes impliqués dans le développement rural, et surtout, près des agriculteurs. Le directeur du projet, Julio Camarero, membre d'ATTAC Espagne, convoqua en plus des membres d'ATTAC Maroc et ATTAC Québec. Par la suite, chacune des 9 nations organisa un séminaire national afin de cibler quelles devaient être les priorités du projet. Le tout culmina en une rencontre des représentants nationaux qui eut lieu à Valence, en Espagne, du 4 au 9 avril 2003. Le thème du séminaire était "Promotion des zones rurales ayant des problèmes de sécheresse ou de dégradation dans le pourtour méditerranéen".

Entre le moment où le projet fut créé et la tenue de ce séminaire devait avoir lieu la deuxième Intifada. Les représentants sortir de leur isolement

palestiniens ne purent obtenir de visas pour se rendre en Espagne. Ce sont des membres de la minorité arabe d'Israël (ils constituent 19% de la population) qui furent appelés à parler de leurs préoccupations. Au cours du séminaire ils répétèrent à quel point ils étaient reconnaissants de cette occasion de sortir de leur isolement, et de rencontrer des représentants d'ONG du monde arabe. Les participants furent également choqués d'apprendre à quel point les ONG d'Algérie souffrent d'isolement. Ainsi, de nombreux témoignages furent partagés, et autant de débats soulevés. Par exemple, le développement durable et le développement des zones agricoles ne pourront-ils jamais être compatibles?

Le réseau *Cuenca* tentera de résoudre ce problème en promouvant des activités rurales complémentaires à l'agriculture (artisanat, tourisme écologique, etc.). Si le financement le permet, des centres de documentation et d'échange d'expériences seront installés dans chaque pays. La coordination de la collaboration entre ces centres sera facilitée par une réunion annuelle qui aura lieu dans les pays où il est le plus difficile pour les représentants de voyager. C'est un projet plein de promesses qui pour l'instant à le grand avantage d'aider les membres d'ONG à se connaître, et tout particulièrement permet à ceux qui viennent de pays affligés par la violence de

BILAN DES ÉLECTIONS PROVINCIALES : UNE PERTE DE VOIX POUR LE PLQ ET LE PQ DANS UNE CAMPAGNE TRÈS ORIENTÉE À DROITE

Par G.N.

L'un des traits marquants des élections du 14 avril est la chute du taux de participation, le plus faible depuis 1923. Le parti a en avoir le plus souffert est le PQ avec une perte de un demi-million d'électeurs par rapports à 1998. Ces voix n'ont toutefois pas été reportées au PLQ, elles ont tout simplement boudé le scrutin. La banalisation du parti en tant qu'organisation, la rupture avec les mouvements sociaux et l'hésitation autour du projet de souveraineté sont tous des motifs qui semblent avoir conduit les électeurs à fuir le PQ.

L'élection a aussi permis de démontrer une fois de plus que l'ADQ n'avait ni la maturité idéologique ni la capacité organisationnelle pour canaliser durablement sa fulgurante poussée de l'automne dernier. Les projets piliers du programme adéquistes tels que le taux d'imposition unique, la santé à deux vitesses et les préjugés envers les syndicats et la fonction publique combiné à l'opportunisme de certains pseudos politiciens venus de tous horizons rejoindre les rangs de Mario Dumont ont ruiné la crédibilité de cette formation politique de droite. L'ADQ a toutefois été la seule formation à avoir une augmentation de ses voix (200 000) par rapport à 1998 notamment dans Chaudière-Apalache en ayant fait élire trois députés.

Le PLQ, quant à lui, ne représente aucunement une volonté de changement. Les libéraux ont gagné par défaut car par

rapport à l'élection de 1998 le PLQ a perdu 1500 voix. La satisfaction de Jean Charest au lendemain de sa victoire doit donc être relativisée. De plus, le PLQ est intervenu durant toute la campagne avec un enjeu qui lui est cher : la baisse des impôts. Le fait que la société québécoise est la plus taxée en Amérique du Nord était au centre de cette proposition. Les libéraux oublient ici de rappeler que l'impôt ne fait que financer nos acquis sociaux et nos services publics. Ils oublient aussi de rappeler que c'est au Québec que les coûts des études est le plus bas dans toute l'Amérique du Nord. Par ces politiques, le PLQ ne propose rien d'autre qu'une simple gestion des deniers publics. Mais l'États, outil indispensable à la solidarité entre citoyens et à la répartition des richesses, n'est pas une entreprise. C'est pour cela que la vigilance de l'opposition mais surtout la dynamisme des mouvements sociaux et des nouvelle formations comme l'UFP seront vital. En effet, avec ces coupures budgétaires les libéraux ne proposent rien de moins qu'un retrait encore plus fort de l'État Québécois au profit du marché. La célèbre formule « agir local, penser global » nous sera indispensable durant les prochaines années pour lutter contre les projets néolibéraux de toutes les grandes formations politiques. À l'image de la victoire de Lula aux dernières élections brésiliennes il ne faut pas oublier que pour un changement global il est aussi nécessaire de se mobiliser ici.

CE BULLETIN EST LE VOTRE

**POUR TOUTE SUGGESTION, COMMENTAIRE OU QUESTIONS,
VEUILLEZ VOUS ADRESSER À lesagejustine@yahoo.fr**

ATTAC-Québec, comme des centaines d'autres organisations au Québec, au Canada et à travers le monde, a pour visée d'amener les instances politiques du monde et en premier lieu celles des pays industrialisés, à décréter une taxe sur les transactions financières sur le marché des devises (taxe Tobin). L'imposition de ces transactions spéculatives, qui détournent d'énormes sommes d'argent au profit de quelques super propriétaires mondiaux et qui gardent ainsi en otage des groupes sociaux entiers – quand ce ne sont pas les populations elles-mêmes – permettrait la création d'un fond d'aide internationale à la citoyenneté, à l'environnement et à la culture. Le mouvement ATTAC cherche aussi à amener les gouvernements à abolir les paradis fiscaux et centres financiers extraterritoriaux, lesquels favorisent l'évasion fiscale, la corruption, le blanchiment d'argent et la fuite de capitaux.

**Pour des conférences, séminaires, présentations dans votre région, invitez
ATTAC !**

ATTAC-QUÉBEC

5744 avenue de l'Esplanade, Montréal (Québec) H2T 3A1

Tél : (514) 279-7364

Télec : (514) 352-0046

quebec@attac.org

<http://www.quebec.attac.org/index.html>

Coordonnatrice du bulletin :

Justine Lesage lesagejustine@yahoo.fr